

Stratégie : les leçons de l'Ecole de guerre

Jean-François Fiorina s'entretient avec Martin Motte

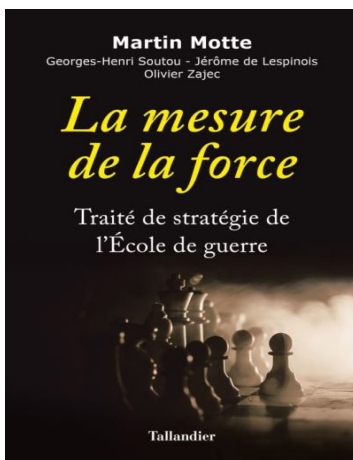


Martin Motte. Il dirige avec Georges-Henri Soutou, Jérôme de Lespinois et Olivier Zajec le MOOC *Cours de stratégie de l'Ecole de Guerre* dont les sept premiers volets, mis en ligne par France Université Numérique, ont été suivis, en octobre-novembre 2018, par 11 500 internautes.

Tout le monde connaît la formule célèbre de Clausewitz : *"La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"*. Le père de la stratégie moderne en dirait-il autant aujourd'hui de l'économie, souvent décrite comme un champ de bataille sans frontières avec ses vainqueurs, ses vaincus, ses blessés et ses morts ? Si la guerre économique présente de sérieuses analogies avec la guerre tout court, ne nous laissons pas pour autant piéger par les raccourcis trompeurs, nous rappelle ici Martin Motte, professeur à l'Ecole de guerre dont les cours de stratégie, rassemblés sous le titre, *La mesure de la force*, ont été publiés l'an dernier chez Tallandier.

Une synthèse à la fois érudite et lumineuse que liront avec profit tous ceux qui, au-delà de la sphère militaire, se destinent à exercer des responsabilités dans le monde qui vient.

Votre livre s'adresse en priorité aux stagiaires de l'Ecole de guerre, experts de leur arme d'origine auxquels il importe de fournir une vision généraliste de l'art de la guerre. Mais il ne manquera pas d'intéresser nombre de chefs d'entreprise confrontés aux réalités de la guerre économique. Pensez-vous que cette dimension stratégique soit suffisamment étudiée en dehors du monde militaire ?



Il est certain que la stratégie reste en France une discipline sinon confidentielle, à tout le moins éloignée des préoccupations du grand public. Cela n'a pas toujours été le cas, ne serait-ce qu'en raison de l'existence du Service national jusqu'à la dernière décennie du XX^e siècle. Il ne transformait pas le premier appelé venu en stratège, mais contribuait à donner une teinture militaire à sa culture générale. Cette teinture pouvait ensuite s'affiner par la lecture d'ouvrages grand public comme ceux de Georges Blond, qui ont suscité chez beaucoup de Français une appétence pour la stratégie.

S'agissant du bénéfice que le monde de l'entreprise pourrait tirer de cette discipline, je tiens d'abord à rappeler l'avis de mon maître Hervé Coutau-Bégarie, qui voyait une différence fondamentale entre l'économie et la guerre : la première admet des solutions gagnant-gagnant, tandis que la seconde implique une issue gagnant-perdant.

Il n'en reste pas moins, évidemment, que toute volonté de puissance économique peut dégénérer en confrontation, voire en conflit ouvert. La théorie du "doux commerce" défendue par Montesquieu doit donc être sérieusement amodiée, car la réalité se caractérise plutôt par l'alternance de séquences pacifiques et de moments de tension au cours desquelles les moyens mis en œuvre pour l'emporter, à commencer par l'espionnage industriel et le sabotage, s'inspirent directement de la stratégie. Il est clair que nous traversons l'une de ces périodes. Comment ne pas souhaiter, dans un tel contexte, que la culture stratégique prenne sa juste place dans l'enseignement dispensé aux futurs responsables économiques ?

On constate chaque jour le rôle que jouent les sanctions économiques dans la politique étrangère des Etats-Unis, qui se servent de l'extraterritorialité du dollar pour désarmer leurs concurrents commerciaux... et les contraindre, ipso facto, à modifier leurs politiques étrangères. Pour paraphraser Clausewitz, la guerre peut-elle devenir la poursuite de l'économie par d'autres moyens ?



À l'évidence oui, et cette tendance n'est pas nouvelle : elle est ancrée dans la tradition américaine depuis plus d'un siècle, sous l'effet, notamment, du darwinisme social. Dans un livre intitulé *Le problème de l'Asie et son impact sur les relations internationales*, publié en 1900 et régulièrement réédité, l'amiral Mahan, fondateur de la doctrine navale américaine, soutient qu'il existe une analogie fondamentale entre la guerre et l'économie. À ses yeux, le pendant économique de l'offensive est le libre-échange et le pendant de la défensive est le protectionnisme. Dans cette perspective pragmatique, protectionnisme et libre-échange ne sont pas deux dogmes exclusifs l'un de l'autre, mais deux postures tactiques complémentaires : on adopte la première quand on est faible et on passe à la seconde lorsqu'on devient puissant... y compris en allant jusqu'à déclencher un conflit armé pour forcer l'entrée de marchés protégés, comme les Anglais l'ont fait en Chine avec les guerres de l'opium. On peut aussi recourir à la guerre pour briser le dynamisme commercial d'un concurrent trop envahissant... Le livre de Mahan, censé décrire les rapports de force entre l'Amérique et l'Asie à l'époque où il a été écrit, vaut à bien des égards pour la situation du début du XXI^e siècle.

Vous insistez beaucoup, dans votre ouvrage, sur la nécessité de toujours garder en tête les classiques de la géopolitique américaine, de Mahan à Brzezinski en passant par Spykman, qui a imposé le concept de Rimland – la périphérie de l'Eurasie, par opposition au Heartland, cœur de la puissance continentale. La focalisation américaine sur l'Iran et sur le Caucase est-elle la preuve que ces concepts sont plus que jamais d'actualité ?

A force de recycler leurs grands auteurs de la première moitié du XX^e siècle, les élites politiques américaines ont eu tendance à négliger les enjeux qui caractérisent le début du XXI^e. Ceux liés, en particulier, aux conséquences du réchauffement climatique et à l'émergence de l'Afrique comme moteur démographique de la planète.

Cela ne fait aucun doute. Ce qui est frappant, s'agissant des Etats-Unis, c'est la continuité de certains *leitmotifs*, en particulier ceux développés par Mahan. Il pensait par exemple que les relations internationales sont structurées par la lutte entre l'empire des steppes eurasiatiques – une immensité qui se défend contre l'extérieur mais aussi contre ses forces centrifuges au moyen d'institutions autoritaires – et les puissances anglo-saxonnes, dont la prospérité repose sur la liberté des mers... et l'exportation de la démocratie libérale ! Spykman a *grosso modo* validé ce schéma, ajoutant que le véritable enjeu de la lutte était le contrôle du *Rimland*. Brzezinski ne dit guère autre chose. On pourrait aussi ajouter deux auteurs moins connus en France : Homer Lea et Earl Hancock Ellis. Le premier avait anticipé dès les années 1900 la guerre du Pacifique en indiquant les atolls dont la possession permettrait de contrôler cet océan ; ces atolls restent aujourd'hui encore des points d'appuis indispensables à la stratégie américaine en direction de l'Asie-Pacifique. Ellis, pour sa part, est le père de la doctrine amphibie que les Américains ont mise en œuvre dans la guerre contre le Japon.

Or, ces quatre hommes ont pour point commun d'être morts dans la première moitié du XX^e siècle : Lea en 1912, Mahan en 1914, Ellis en 1923, Spykman en 1943. Même si leurs œuvres furent à bien des égards prophétiques, elles ne peuvent embrasser tout le spectre de la géopolitique contemporaine, donc inspirer de nouvelles stratégies. C'est sans doute un point faible des élites politiques américaines d'aujourd'hui, qui recyclent beaucoup mais n'innovent pas assez. Cela les amène à négliger certains enjeux.

Par exemple ?

Par exemple, les conséquences du réchauffement climatique. En "décongelant" la Sibérie, ce phénomène procure davantage de facilités qu'au siècle dernier pour exploiter les ressources du *Heartland* – non seulement les gisements de gaz et de pétrole, mais aussi les terres agricoles, dont les rendements pourraient s'améliorer. De même, le réchauffement climatique facilite l'accès à l'océan Arctique, ce qui contribue à aviver certaines tensions.

Même absence de réflexion innovante sur l'Afrique. Les auteurs qui continuent à inspirer la stratégie américaine en ont très peu traité, pour la bonne raison qu'elle était entièrement colonisée à l'époque où ils écrivaient : ils ne l'ont donc jamais envisagée

En admettant que les Etats-Unis, la Chine et la Russie conservent leur statut actuel, il est difficile de ne pas imaginer, à court ou moyen terme, des regroupements stratégiques de type "deux contre un"...

comme autre chose qu'une périphérie de l'Eurasie. Or l'Afrique est désormais composée d'États indépendants, elle est devenue le moteur démographique de la planète et se voit, en sus, frappée de plein fouet par le réchauffement climatique, grand pourvoyeur de migrations et de mouvements belligères... Voilà qui mériterait tout de même qu'on s'y intéresse !

Les grands géopoliticiens américains du XX^e siècle ne pouvaient pas davantage imaginer la révolution des missiles de croisière. Or, ceux-ci gommant la césure entre le *Heartland* et le *Rimland* : depuis 2016, les Russes ont ainsi pu frapper directement des positions de Daech, entité située dans le *Rimland*, avec des missiles tirés depuis des navires évoluant en Caspienne, donc en plein *Heartland*. Cela ne s'était jamais produit auparavant.

Enfin, je citerai comme nouveau facteur stratégique la territorialisation des mers. Du temps de Mahan ou de Mackinder, son contemporain britannique, ces dernières n'étaient étudiées que comme voies de communication stratégiques entre des théâtres d'opérations terrestres ; aujourd'hui, le forage sous-marin a transformé certains espaces maritimes en zones de production pétrolière et gazière, donc en enjeux territoriaux majeurs.

Remontée en puissance de la Russie ; envol spectaculaire du potentiel militaire chinois ; permanence de la puissance américaine : quelles lignes de forces vont, à vos yeux, sculpter les enjeux stratégiques à venir ?

Celles que vous venez de citer... à ceci près qu'aucun de ces grands acteurs n'est à l'abri d'un accident de parcours ! La faiblesse de la Chine ? Aujourd'hui comme hier, ou plutôt bien davantage, ce sont les lignes de fractures anciennes qui existent entre un littoral très développé et l'intérieur qui l'est beaucoup moins, menace accentuée par la montée des revendications ethniques et religieuses. Le talon d'Achille de la Russie ? C'est le hiatus croissant entre sa renaissance comme puissance militaire et la stagnation de son économie. Du côté américain, le fossé se creuse chaque jour davantage entre l'Amérique profonde, qui a voté Trump, et l'*establishment* ; là encore, c'est une opposition ancienne, mais dont l'acuité menace aujourd'hui de faire vaciller le système américain dans son ensemble...

Il faut donc rester très prudent en matière de pronostics. Mais en admettant que ces trois grandes puissances se maintiennent, il est difficile de ne pas envisager, à court ou moyen terme, la possibilité de regroupements stratégiques du type "deux contre un". Une alliance sino-américaine contre la Russie me semble peu envisageable. Mais les deux autres sont possibles : Etats-Unis et Russie contre Chine, ou Russie-Chine contre Etats-Unis. Vu les tensions économiques auxquelles vous faisiez allusion et que renforce le monopole du dollar dans les échanges internationaux, ce troisième cas de figure semble plausible...

Reste la grande inconnue : la situation géopolitique de l'Europe. Que va-t-il résulter du voisinage entre un continent en plein déclin économique, démographique, culturel et identitaire, et une Afrique surpeuplée contrainte d'exporter sa population ? On peut imaginer que, dans l'incapacité de gérer cette situation, l'Europe devienne un trou noir géopolitique dans la deuxième moitié du XXI^e siècle... et que les trois puissances précitées coexistent en exploitant ce chaos, un peu comme les puissances qui entouraient le Saint Empire romain germanique sur le déclin en ont fait leur champ de bataille par procuration lors de la Guerre de Trente ans...

En voyez-vous déjà des signes avant-coureurs ?

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir comment la Russie pousse ses pions, notamment sur internet ; les Etats-Unis, de longue date adeptes du *soft power*, ne sont pas en reste, en même temps qu'ils se servent du dollar pour affaiblir l'Europe dans la guerre commerciale ; quant à la Chine, elle prend le contrôle de pans croissants de l'économie européenne, notamment dans les pays les plus touchés par la crise...

Sur terre comme sur mer, et bien sûr dans le ciel, les armées sont désormais aveugles sans leurs moyens spatiaux. L'espace est-il le lieu du futur affrontement ?

Entre la Chine et les Etats-Unis, les grandes manœuvres ont déjà commencé, mais selon des modalités qu'ignore largement le grand public. Un mode discret, voire secret, qui n'est pas sans rappeler le registre sur lequel s'est jouée la Guerre froide au-dessous des océans : de même que le monde sous-marin était devenu le lieu privilégié où les adversaires potentiels testaient leurs capacités respectives en toute discrétion, l'espace est désormais le théâtre d'une dialectique dissuasion/intimidation de grande ampleur. On peut se demander s'il ne joue pas aujourd'hui la fonction qui fut celle de l'outre-mer entre le XVI^e et le XVIII^e siècle : offrir aux grandes puissances une zone de non-droit où elles



L'armée européenne n'a pas vu le jour quand l'Armée rouge était à "deux étapes du Tour de France".

Comme historien, je suis tenté de penser que ce qui n'a pas été possible dans une situation dramatique ne peut *a fortiori* l'être en un temps où le risque d'invasion "classique" a disparu...

pouvaient échanger des coups bas dont elles n'auraient pas pris le risque sur le théâtre européen...

Attention, cependant, à ne pas commettre une erreur fréquente en matière stratégique : s'imaginer que la guerre de demain se jouera intégralement sur la technologie la plus avancée du moment. À la charnière des XV^e et XVI^e siècles, certains commentateurs pensaient que l'artillerie allait faire disparaître les autres armes, illusion dénoncée par Machiavel. De même, quand l'aviation est apparue, Douhet a estimé qu'elle allait rendre inutiles les armées et les flottes... Ce qui est certain, en revanche, c'est que l'espace est devenu le segment initial de toute grande stratégie, comme le montre dans notre livre le lieutenant-colonel de Lespinois.

Vous insistez beaucoup dans votre livre sur l'hybridation des conflits. La violence, dites-vous, devient synchronique, elle s'exprime sur tous les tableaux. La France a-t-elle pris la mesure de cette évolution ?

Vous faites allusion au chapitre rédigé par mon maître Georges-Henri Soutou. La réponse à votre question serait plutôt oui, ne serait-ce que parce que les attentats de 2015 ont déclenché la plus importante opération militaire française depuis la guerre d'Algérie. À ceci près qu'en 1960, où nos forces se battaient déjà sur deux fronts – Algérie et métropole –, on appelait cela une "opération de police". Et qu'à l'époque, l'armée de terre engageait près d'un demi-million d'hommes, contre environ 100.000 aujourd'hui.

La question très politique de l'armée européenne revient sur le devant de la scène. Lui voyez-vous enfin un avenir ?

Cette question a déjà été posée pendant la Guerre froide, alors que l'Europe de l'Ouest vivait sous la menace d'une invasion soviétique : l'Armée rouge était alors à deux étapes du Tour de France, disait le général de Gaulle... et pourtant, l'armée européenne n'a pas vu le jour ! Comme historien, je suis tenté de penser que ce qui n'a pas été possible dans cette situation dramatique ne peut *a fortiori* l'être en un temps où le risque d'invasion "classique" a disparu.

Pour créer une véritable armée européenne, il faudrait que la France renonce à sa force de dissuasion nucléaire, qui constitue un aspect essentiel de son identité stratégique. Il faudrait aussi arriver à une parfaite communauté de vues en matière géopolitique : or, nos partenaires allemands, par exemple, sont légitimement attachés à leurs intérêts en Europe centrale et orientale, mais peu attentifs aux questions africaines, dans lesquelles ils laissent la France s'impliquer presque seule. Plus fondamentalement, la Défense est la prérogative d'un Etat souverain. Donc, la seule façon d'édifier une authentique Défense européenne serait qu'un Etat européen unique se substitue aux Etats existants : on n'en prend pas vraiment le chemin...

L'alternative serait que les Etats européens, tout en conservant leur souveraineté militaire (élément *sine qua non* de leur souveraineté tout court), mutualisent autant que faire se peut leur industrie de défense. Mais ce qui est possible pour certains équipements l'est beaucoup moins lorsqu'on aborde des choix stratégiques majeurs. Par exemple, le projet avorté de porte-avion franco-britannique a démontré que sous prétexte d'économies, la mutualisation peut faire exploser les coûts : chaque partenaire attendant du même matériel des capacités différentes, on lance des études qui englobent, en pure perte, des sommes dont le public n'a pas idée...

La menace terroriste aidant, un phénomène s'est généralisé, y compris dans le cadre de conflits interétatiques classiques : la dénonciation de l'adversaire comme un criminel. D'où cette question pour conclure : savons-nous encore faire la paix ?

C'est une vraie question, posée dans notre livre par Olivier Zajec. Car pour savoir faire la paix, encore faudrait-il pouvoir déclarer la guerre ! Tel n'est pas le moindre des paradoxes en un temps où l'on ne cesse de dire et de répéter que nous sommes en guerre – ce qui est vrai, de fait, puisque nos troupes sont engagées sur des terrains extérieurs – mais sans jamais que l'état de guerre ait été officiellement signifié. Cela tient, bien sûr, à la nature du terrorisme, difficilement personnalisable, mais aussi de plus loin : souvenez-vous du Pacte Briand-Kellogg de 1928, qui prétendait mettre la guerre "hors la loi". Dès lors que les Etats occidentaux se sont mis à croire qu'une loi, quelle qu'elle soit, et surtout une "loi désarmée", puisse empêcher la violence, ils ont été obligés de dénier toute personnalité juridique à l'adversaire, donc de le ravalier au statut de criminel ou de psychopathe. Ils se sont du même coup mis dans la situation de ne pas avoir d'interlocuteur pour faire la paix, voire de conforter leurs adversaires dans leur jusqu'au-boutisme... ■



Martin Motte

Né en 1967, Martin Motte a été admis à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm en 1988. Agrégé d'Histoire en 1991, il a préparé sa thèse sous la direction du Professeur Georges-Henri Soutou. Intitulée *Une éducation géostratégique – La pensée navale française, de la Jeune École à l'entre-deux guerres*, elle a été soutenue en 2001 à l'Université de Paris-Sorbonne et a obtenu la mention Très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité.

Après avoir enseigné au Lycée Naval de Brest, à l'Université de Paris-Sorbonne et au Lycée Claude Monet du Havre, Martin Motte a passé douze ans aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan en qualité de professeur agrégé puis maître de conférences détaché de l'Université Paris-Sorbonne.

En 2014, il a été élu directeur d'études en histoire de la guerre à l'École pratique des Hautes Études, succé-

dant ainsi à son maître Hervé Coutau-Bégarie, décédé en 2012. Il est également responsable du cours de stratégie à l'École de Guerre, chargé de recherches à l'Institut de



stratégie comparée et capitaine de corvette de réserve affecté au Centre d'études stratégiques de la Marine.

Les recherches de Martin Motte portent principalement sur l'histoire des idées stratégiques et géopolitiques. Il a notamment publié *Une éducation géostratégique* (Economica, 2004, Grand Prix 2005 de l'Académie de Marine), *Les Marches de l'Empereur* (livre sur le rôle de la mobi-

lité dans la stratégie napoléonienne, LBM, 2007) ainsi que plusieurs livres en codirection, dont *De la guerre ? Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine* (avec Laure Bardiès, Economica, 2008), *Entre la vieille Europe et la seule France : Charles Maurras, la politique étrangère et la Défense nationale* (avec G.-H. Soutou, de l'Académie des Sciences morales et politiques, Economica, 2009), *Approches de la géopolitique, de l'Antiquité au XXIe siècle* (avec Hervé Coutau-Bégarie, Economica, 2013; 2e édition augmentée, 2015) et *La Mesure de la force – Traité de stratégie de l'École de Guerre* (avec G.-H. Soutou, Jérôme de Lespinois et Olivier Zajec, Tallandier, 2018). Il a enfin dirigé le MOOC Cours de stratégie de l'École de Guerre, avec la même équipe que dans *La Mesure de la force*. Les sept premiers volets de ce MOOC, mis en ligne par France Université Numérique en octobre-novembre 2018, ont été suivis par plus de 11.500 internautes.

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de Grenoble Ecole de Management pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (Communication & Influence n°19, mai 2010) [Photos DR] ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.